

AKTUELL

EMISSIONS CO₂

Bosser pour le climat

Renée Wagener

Les syndicats européens disent oui aux mesures de lutte contre les émissions CO₂ proposées par la Commission européenne - si elles sont créatrices d'emplois.

Décidément, le discours a changé : il y a dix ans, les syndicats voyaient dans la protection de l'environnement un frein potentiel à la création et au maintien d'emplois. Aujourd'hui, la Chambre des employés privés (CEPL) et la Chambre du Travail, représentations officielles des salarié-e-s au Luxembourg, voient dans la lutte contre le changement climatique une opportunité pour la prospérité économique et sociale. C'est du moins ce que l'on pouvait comprendre mardi soir lors d'une conférence intitulée « Les implications du changement climatique sur l'emploi ». Pour le président de la CEPL Jean-Claude Reding, si le développement durable repose sur les trois piliers du social, de l'écologie et de l'économie, c'est le « tout compétitivité » qui sape les bases

de la protection sociale et environnementale. Un changement de paradigme s'impose, aussi bien au niveau européen qu'au Luxembourg, premier de la classe en performances macro-économiques mais qui se positionnait onzième dans l'Europe des quinze quant à son développement social et écologique.

Assez étonnant tout de même que les syndicats soutiennent le « paquet climat » proposé par la Commission. Car, comme l'expliquait le représentant de la direction « Emission Trading », Thomas Bernheim, la manière d'atteindre les objectifs de réduction d'émissions reste en grande partie « flexible »: les pays pourront continuer à financer par exemple des projets de développement durable à l'étranger plutôt que de changer leurs politiques : ce sont les fameux « clean development mechanisms », acerbement critiqués par les ONG de développement, parce que l'impact de ces projets alibi est parfois carrément négatif pour la population lo-

cale. Et dans le domaine du développement de l'énergie renouvelable, la Commission mise fortement sur les biocarburants.

C'est un point qu'a également critiqué lors de la conférence Joël Decaillon de la Confédération européenne des syndicats, en insistant sur les déforestations et les mauvaises conditions de travail qui y sont liées. Par contre, le système du « emission trading » ne semble l'inquiéter qu'en ce qui concerne la concurrence potentielle des pays « hors Kyoto ». Les syndicats européens misent sur la création de nouveaux emplois durables générés par le « paquet climat ». Decaillon : « Les secteurs gagnants seront l'énergie renouvelable, les transports publics et la construction. Mais il faut de nouvelles formations et une professionnalisation dans ces domaines. » Et de plaider pour la création d'un observatoire européen des effets économiques et sociaux de l'instrumentaire de réduction CO₂. Selon lui, certains secteurs, comme l'aviation

touristique, vont cependant voir leurs émissions se réduire quasi naturellement, par la hausse des prix de pétrole : « Bon nombre de firmes vont mettre la clef sous la porte si les prix continuent à augmenter. »

Lucien Lux, qui a signalé que le projet de loi transposant les directives en question est en train d'être avisé par le Conseil d'Etat, a retenu l'idée lancée par Jean-Claude Reding de réunir autour d'une table tous les acteurs concernés par les répercussions sociales du combat contre le changement climatique. Le ministre de l'environnement était cependant optimiste que « la lutte contre les émissions n'est pas seulement bénéfique en elle-même, mais également génératrice d'emplois ». Ce qui a fait remarquer le député vert Camille Giravis-à-vis du woxx que jusqu'ici, le gouvernement a traîné, voire a donné des signaux contraires. Ainsi, les subventions pour l'investissement dans les énergies renouvelables ont été massivement amputées au début de la période législative par Lucien Lux: « Au lieu de donner une sécurité d'investissement et aux personnes privées et aux firmes d'installation, on a déstabilisé tout ce secteur en émergence. Adieu les nouveaux emplois dans le domaine du développement durable. »

POLITIQUE CULTURELLE

Le fantôme du cerf bleu

Luc Caregari

On l'avait presque oubliée, cette année culturelle 2007 et surtout les promesses tonitruantes des politiques de sauvegarder quelques sites. Du moins une partie en sera réalisée.

Annoncée pour le début 2008, la réouverture d'une partie des sites de 2007 aura finalement lieu en septembre. Le site des Rotondes étant toujours contaminé et non-renové - sa réouverture devrait avoir lieu en 2011 et non pas 2010 comme promis - c'est dans le hall Paul Wurth que se retrouvera un concentré des activités du cerf bleu, désormais appelé « Carré Rotondes ». En attendant, motus du reste des sites comme le hall des Soufflantes et autres espaces comme à Dudélange et ailleurs.

Mais déjà la cohabitation dans l'espace Paul Wurth s'annonce serrée. Y seront campés entre autres le festival Traffo - dont le retour était attendu

en vain début 2008, mais passons - , la programmation de l'Exit 07 et un espace expositions.

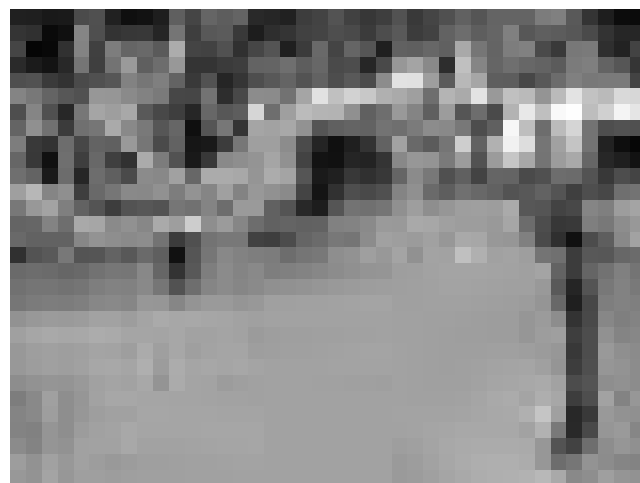
En ce qui concerne la programmation théâtrale, elle devrait conserver son ancienne fraîcheur car la responsable Laura Graser, qui avait fait le succès fulgurant de la première

saison de Traffo, est toujours en place. Sont prévues des collaborations avec maintes organisations de jeunesse et ONG, et une programmation à trois volets qui s'annonce intéressante. Même chose pour la programmation de l'Exit 07 : le responsable Marc Hauser est toujours en place et

va sûrement assurer quelques bonnes soirées.

D'ailleurs, en ce qui concerne l'équipe du Carré Rotondes, il semble qu'il s'agit plutôt d'une remise au travail des anciens de 2007 que d'autre chose. Sans surprise, c'est Robert Garcia - que les rumeurs avaient pourtant affecté à un autre poste - qui prend la tête de la direction, assisté par Steph Meyers qui fût sa main droite pendant toute l'aventure du cerf bleu. De ce point de vue, il s'agit plutôt d'une reprise que d'un nouveau départ.

Mais il y a aussi les oubliés. Comme les gars de la LX5, qui avaient organisé maintes expositions dans « leur » camp de base, situé justement dans le hall Paul Wurth. Ils ne sont pas mentionnés dans le dossier de presse comme participants à l'année culturelle, alors que courant 2007, chaque responsable se délectait de leur présence en tant que garant d'une culture alternative présente entre tous ces méga-événements qui ont rempli la majeure partie de la capitale culturelle luxembourgeoise. Mais bon, finalement il y aura quelques chômeurs surdiplômés de moins à casser et puis un petit vent de 2007 nous restera. Ce qui n'est pas si mal.



De nouveaux habits pour un vieux cerf?